

Note de dossier

Mécanismes d'aide de balance de paiements

Parmi les nombreux mécanismes d'aide de balance de paiements et d'aide publique aux pays en développement (pvd) qui sont actuellement en discussion et cela plus ou moins en marge de la CCEI, trois surtout méritent notre attention, cela soit parce qu'il est question d'en étendre la portée, soit parce qu'ils sont nouveaux: le Fonds fiduciaire (Trust Fund) du FMI, les différents projets de mécanismes de stabilisation mondiale des recettes d'exportation des pvd (Stabex mondial) et l'idée d'une facilité d'urgence du FMI (emergency facility).

Le Fonds fiduciaire du FMI (FF)

Créé le 5 mai 1976, le FF a pour but de fournir à des conditions de faveur (0,5 %, 10 ans) une aide supplémentaire ¹⁾ en matière de balance de paiements aux membres les plus pauvres du FMI. Il est alimenté essentiellement par les bénéfices provenant des ventes d'un sixième du stock d'or du FMI (320 millions de dollars jusqu'à ce jour). Le FF peut également recevoir des contributions volontaires ou des prêts. Il n'en a pas encore reçu. Les prêts du FF sont liés à des conditions de politique économique.

La Suisse étudie actuellement la possibilité de faire une contribution au FF. Une telle contribution serait d'autant plus justifiée que n'étant pas membre du FMI, la Suisse est le seul pays industrialisé à ne pas avoir indirectement contribué au FF (par le truchement des ventes d'or). Aussi le montant d'une contribution suisse au FF basé sur un hypothétique quota de la Suisse au FMI

1) supplémentaire à celle déjà fournie par le FMI.

serait-il de 160 millions de francs. Cette contribution pourrait par exemple être versée par la BNS - il s'agit d'une aide de balance de paiements - la Confédération couvrant avec l'accord du Parlement la différence entre l'intérêt versé au FF par les pvd bénéficiaires (0,5 %) et l'intérêt que devrait normalement servir le FMI à la BNS (4,5 %). La contribution de la Confédération serait ainsi de l'ordre de 50 millions de francs à répartir sur les 10 années de la durée du prêt. Il convient d'ajouter qu'une contribution de la Suisse au FF d'un montant peut-être moins important pourrait éventuellement être faite dans le cadre de "l'action spéciale" d'aide publique en faveur des pvd les plus pauvres actuellement à l'étude à la CCEI. (Montant total minimum envisagé pour les huit membres industrialisés de la CCEI: 1 milliard de dollars).

Nouvelle facilité du FMI (aussi appelée "emergency facility")

Il est question, autant à Washington ¹⁾ (FMI, administration américaine) qu'à Bruxelles (CEE), de la création d'une nouvelle facilité d'urgence (FU) au FMI en vue de pouvoir fournir selon des modalités qui restent à fixer des aides de balance de paiements d'urgence à des pvd et pays industrialisés. L'idée de cette proposition est que les graves déséquilibres de balance de paiements, qui en 1974 avaient suscité la création de la facilité pétrolière du FMI, demeurent. Aussi, en augmentant les sources officielles de financement des déficits de balance de paiements, déchargerait-on le système bancaire qui s'est très fortement engagé à l'égard du tiers-monde. Le taux d'intérêt à verser sur les prêts serait proche de celui du marché. Les crédits seraient assortis de conditions de politique économique. La conditionnalité renforcée du recyclage doit, selon le FMI, contribuer au processus d'ajustement

¹⁾ Il semble de moins en moins probable que le Congrès américain ratifiera le fonds de soutien de l'OCDE. La FU ne s'ajouterait donc pas au fonds de soutien.

des balances de paiement. Une solution pour les pays les plus pauvres pourrait éventuellement être envisagée par le truchement d'un système de bonifications d'intérêts sur la base des ressources du FF. Quant à l'approvisionnement de la FU - le FMI propose une somme de 14 milliards de DTS - l'on envisagerait de faire appel, comme jadis lors de la création du "general agreement to borrow" et du Groupe des 10, aux pays à excédents de balance de paiement (USA, RFA, Japon, Suisse, Pays-Bas, éventuellement Belgique et quelques pays de l'OPEP - Arabie Séoudite, Koweït, éventuellement Vénézuéla, Libye et Emirats). Pour la Suisse, il est question d'une contribution d'un milliard de dollars qui, comme pour le FF, serait versée par la BNS.

Le "Stabex" mondial

L'idée d'une action internationale de stabilisation des recettes d'exportation provenant des matières premières refait surface. La raison en est la probabilité croissante que les actions entreprises et à entreprendre à la CNUCED dans le domaine de la stabilisation des prix resteront bien plus modestes que prévu (nombre limité d'accords par produit et difficultés d'arriver à un accord sur fonds commun).

Les projets suivants sont en discussion:

- Proposition allemande I : Stabilisation des recettes provenant de l'exportation de 25 produits de base (dont les 18 compris dans le programme intégré de la CNUCED), compte tenu de l'ensemble des variations de recettes. Montant prévu: 1,7 à 5 milliards de dollars selon que l'on inclut tous les pvd ou seulement certaines catégories plus particulièrement défavorisées.
- Proposition allemande II : Stabilisation des recettes provenant également de l'exportation de 25 produits (dont les 18 du programme intégré), mais en tenant compte des variations de prix

des produits considérés individuellement (système Stabex de la Convention de Lomé). Montant nécessaire: 3,3 à 10 milliards de dollars selon les catégories de pays visés.

- Idées (non encore formulées sous forme de proposition) de la Commission CEE :

-- Action de stabilisation applicable aux pvd éligibles pour le FF (FMI), couvrant une liste de produits très proche de la liste CNUCED considérés soit globalement soit individuellement et gérée soit par un organisme existant (type FF) soit à créer. Coût pour la CEE: de 320 à 590 millions de dollars selon le système choisi et pour 5 ans.

-- Action de stabilisation couvrant à quelques exceptions près les produits de la convention de Lomé et applicable aux pvd choisis selon le critère de la dépendance du pays d'un produit particulier visé par l'action. Coût pour la CEE: 250 millions de dollars pour 5 ans.

Il n'existe pas de chiffres du coût de ces opérations pour la Suisse.

SERVICE ECONOMIQUE ET FINANCIER

David de Pury